

L'EAU SOURCE DE PAIX

Loïc Fauchon

Président du Conseil Mondial de l'Eau



Le monde contemporain est traversé par de multiples crises, commerciales, énergétiques, alimentaires, sanitaires, environnementales et bien d'autres encore. Chacune de ces crises entraînent des tensions monétaires, diplomatiques, parfois militaires et dans tous les cas politiques.

Les crises hydriques sont rarement citées vous le remarquerez et c'est votre mérite, responsables de l'Institut Royal des Affaires Internationales de mettre ce sujet à votre ordre du jour.

Et je tiens, au nom du Conseil Mondial de l'Eau, à vous exprimer reconnaissance et gratitude pour votre initiative, si utile à nos réflexions globales.

L'Eau c'est la vie dit-on dans toutes les langues.

L'eau est « Wou-ki », l'indistinction première disent certains textes bouddhistes.

Dans la Bible comme dans le Coran, les puits dans le désert, les sources qui s'offrent aux nomades sont autant de lieux de joie et d'émerveillement.

C'est pourquoi l'eau est invoquée par la prière et fait l'objet de supplications dans toutes les religions. Tous les textes qui en parlent célèbrent la magnificence de l'eau.

OUI l'eau est la vie, mais elle est aussi la mort. L'eau est un bien public, une richesse collective. Maîtriser aujourd'hui son usage apportera demain force et pouvoir considérable.

Alors pour reprendre votre question, « Is water the new oil ? »

C'est une vraie question à laquelle il n'est pas aisé de répondre. Parce que les situations sont variées et les acteurs multiples.

On pourra, sans doute, dans quelques décennies se priver de pétrole tant les énergies alternatives et renouvelables sont prometteuses. La science, elle, ne nous dit pas encore comment l'homme pourrait se priver d'eau. Et je ne crois pas que dans le futur l'eau déclenche autant de convoitise que pour le pétrole.

En effet La maîtrise du commerce du pétrole et du gaz génèrent des profits financiers considérables. Ce n'est pas le cas pour l'eau dont il n'existe aucune cotation sur les marchés financiers internationaux.

Aujourd'hui, et demain plus encore, l'usage de l'eau se situera entre l'eau pour le développement humain maîtrisé et l'eau pour la biodiversité naturelle préservée.

Et ce sera encore plus vrai demain parce que la demande en eau s'accroîtra sur le long terme. Et parce que globalement l'offre en eau stagnera ou se raréfiera. Pourquoi ? A cause des évolutions du climat ? Non. Nous ne pouvons pas continuer à faire du climat le bouc émissaire de toutes les erreurs de l'homme.

La disponibilité de l'eau est d'abord liée à la croissance démographique et aussi à l'urbanisation galopante et à l'élévation progressive des niveaux de vie qui entraînent l'un et l'autre des accroissements importants de la consommation d'eau.

Et enfin parce que depuis le début de ce 21^{ème} siècle est venu s'ajouter un impératif nouveau. L'homme a compris peu à peu qu'il lui fallait conserver une partie de l'eau pour la Nature, pour valoriser la biodiversité et protéger les écosystèmes végétaux et animaux. Pour toutes ces raisons ont émergés peu à peu différentes théories autour du concept de « Water Security ». En effet sécuriser la ressource ou plus exactement les ressources en eau devient capital au fur et à mesure que les tensions, locales, régionales et interfrontalières s'accroissent. Augmenter cette ressource et maîtriser son usage voilà la responsabilité de chacun des acteurs de la communauté de l'eau.

Mesdames et Messieurs

Les bassins transfrontaliers sont au cœur de l'évolution géopolitique de l'eau.

40 à 50% de la population mondiale vit près de plus de 250 bassins versants transfrontaliers. La majorité de ces bassins est alimentée par 280 aquifères où l'eau circule dans plusieurs pays.

Et pourtant il n'y a pas de droit international dont l'application soit effective et qui s'impose à tous. Une convention existe pourtant, celle des Nations-unies adoptée en 1997 sur le droit d'utilisation des cours d'eaux transfrontaliers.

Mais cette convention se contente d'encourager la mise en place au niveau régional de « mécanismes de gestion concertée et responsable ».

Cette convention adoptée en 1997 n'a été ratifiée que 17 ans plus tard, en 2014, et signée par 35 pays peu concernés par le sujet.

Alors sans cadre juridique qui s'impose à tous, comment gérer et traiter les tensions et les conflits internationaux liés à l'eau ?

L'eau est une ressource mobile généralement considérée sous différentes perspectives selon que l'on donne ou que l'on reçoit.

Les pays en aval utilisent le principe d'intégrité territoriale absolue, tels que l'Égypte et l'Irak, qui indiquent que les pays riverains en aval ont le droit de recevoir le flux naturel depuis l'amont. De cette manière, les pays en amont devraient laisser la quantité naturelle d'eau s'écouler en aval.

De l'autre côté, des pays en amont tels que l'Éthiopie et la Chine basent leurs revendications sur le principe absolu de souveraineté territoriale afin de faire ce qu'ils veulent avec l'eau traversant leur pays, quels que soient les effets de leurs voisins.

En tout état de cause, l'eau reste une ressource nationale imprescriptible pour tout État.

Nous pouvons voir aujourd'hui que les accords existants sont très limités, le plus souvent bilatéraux.

Des exemples réussis existent avec le fleuve Sénégal, le Rhin et le Paraná, gérés par des traités et des organisations dédiées où le dialogue et le partage sont la règle.

Mais l'eau douce n'est pas le seul sujet ici. Il y a aussi l'irrigation, l'énergie, la navigation.

Il existe d'autres exemples plus complexes de tensions persistantes dues à de fortes sensibilités politiques et à une pression permanente des médias.

C'est le cas du Nil, où la construction du barrage Renaissance en Éthiopie a déclenché un conflit majeur avec des États situés en aval, comme le Soudan et surtout l'Égypte.

Après avoir été menacés d'action militaire, l'heure du dialogue est venue. Le dialogue bilatéral engagé entre l'Éthiopie et l'Égypte n'ayant donné aucun résultat, l'Égypte a demandé l'aide d'un médiateur. La Russie s'est proposée, mais des pourparlers multilatéraux sont actuellement en cours à Washington sous l'égide des États-Unis.

Le cas du Tigre et de l'Euphrate est différent. Une première collaboration a été lancée en 2006 par l'UNESCO et le Conseil Mondial de l'Eau, qui ont permis, quatre ans plus tard, d'accroître sensiblement les approvisionnements d'eau turques en Syrie et en Iraq.

Ces derniers mois la situation s'est de nouveau tendue après deux années de sécheresse autour et en aval de Bagdad. Et l'Irak s'est, ces derniers jours, de nouveau demandé l'aide du Conseil Mondial de l'Eau.

Des difficultés demeurent sur le Mékong, l'Indus, le fleuve Niger, entre Etats-Unis et Mexique et en d'autres lieux du globe.

Mais il y n'a aucune raison de parler de la guerre aujourd'hui.

Le dialogue, plein et entier, et rien d'autre que le dialogue est la seule recommandation du Conseil Mondial de l'Eau pour gérer ce type de situation.

Vous avez noté que beaucoup de ces tensions trouvent leurs origines dans le gaspillage et une mauvaise gestion de la ressource. Comment justifier qu'un américain consomme en moyenne entre 700 et 900 l/jour là où un européen en consomme 200 litres environ ?

Pourquoi s'entêter à cultiver tomates ou bananes dans des pays d'extrême aridité ?

Notre Conseil travaille avec ses 60 états et ses quatre cents organisations membres à conseiller autorités gouvernementales et locales pour mettre en œuvre de nouvelles ressources et faire évoluer les comportements des usagers.

C'est la raison pour laquelle le Conseil Mondial de l'Eau vient de prendre l'initiative ces derniers jours de la création d'un Observatoire International des Ressources Alternatives et Non Conventionnelles en Eau et en Energie.

Mentionnons à cet effet les progrès de la désalination et surtout du recyclage, appuyés sur des fournitures en énergie solaire, éolienne, marine, géothermique.

Citons aussi les efforts pour diminuer les consommations de manière significative et durable. A titre d'exemple le gouvernement égyptien, face aux pénuries d'eau croissante, vient de lancer un plan ambitieux de sensibilisation des populations agricoles et urbaines pour réduire sensiblement les gaspillages de toutes sortes.

Chacun de ces exemples montre le caractère politique des décisions nécessaires à une gestion efficiente de l'eau.

Mesdames et Messieurs, « Water is politics » mais la gestion de l'eau ne doit pas être politisée.

L'hydropolitique entraîne nécessairement l'existence d'une hydrodiplomatie. Elle n'est pas la propriété des diplomates. Il existe une hydrodiplomatie du quotidien dans les villages, les campagnes, les villes, les mégacités. Pour creuser un puits, un canal d'irrigation.

Cette diplomatie quotidienne comme l'hydrodiplomatie des grands fleuves et des grands barrages a besoin de conférences et des médiations internationales. L'une et l'autre sont indissociables et indispensables pour éviter, selon votre question, que l'eau ne soit un nouveau pétrole.

L'eau doit seulement être un vecteur de dialogue et de de paix entre les nations et les hommes.